

cédure prévue pour la Lpi sur les Espaces Naturels Protégés qui exige, pour trois des quatre catégories établies, la nécessité d'une Loi votée par les « Cortes ».

La Loi sur les Espaces Naturels Protégés de 1975 contient de nombreux défauts de fond et de forme qui rendent difficile, voire impossible son application. De plus, la plupart des catégories qu'elle établit ne sont pas assimilables à celles qui sont reconnues au plan international. Il est donc nécessaire et urgent de réviser cette loi.

L'Administration Locale ne peut participer à l'action de protection de la nature que par le moyen soit de la Loi sur le Sol, soit de la Loi sur les Espaces Protégés (pour la catégorie « Parcs Natu-

rels » uniquement). Ses possibilités sont, en pratique, très réduites du fait d'un manque de moyens économiques, techniques et financiers.

D'autre part, dans la Loi sur le Sol, la catégorie « sol rural » (« rustico ») théoriquement non urbanisable, est insuffisamment définie quant à ses limites et à ses possibilités d'application, ce qui conduit à des interprétations qui déforment totalement son caractère.

La Nature est un tout cohérent qui ne peut être « conservé » seulement dans des petits îlots préservés à l'intérieur d'un ensemble rongé par la spéculation urbaine, conséquence d'un manque de contrôle et de défense du territoire. Il manque une Loi générale de Protection de la Nature, qui régulariserait le sol rural

dans son ensemble indépendamment du traitement spécifique que reçoivent les aires de réserves spéciales, et s'intégrerait dans le cadre d'un aménagement global du territoire.

En conclusion, il apparaît indispensable de procéder à l'unification des organismes et des départements compétents en la matière, de les doter de tous moyens nécessaires pour pouvoir agir sur un sol revalorisé, moyens qui d'autre part appuieraient l'action coordonnée d'autres organismes de caractère régional ou local, y compris les organisations privées et les associations.

LIUIS PALUZIE
Avocat et Urbaniste

Le mouvement écologique en Catalogne

Nous avons pensé intéressant pour la majorité de nos lecteurs de donner une information sur les mouvements écologiques en Catalogne — question peu connue à l'extérieur des frontières de l'Espagne.

Né de la lutte contre les centrales nucléaires, le mouvement écologique continue et se renforce. Il est devenu particulièrement important en Catalogne qui a connu, fruit d'un capitalisme sauvage, un hyperdéveloppement trop souvent irrationnel.

De nombreux groupes de défense se sont créés durant ces quatre dernières années, et mènent de violentes campagnes : l'Association contre les centrales nucléaires à Ribera d'Ebre, dans la province de Tarragone, a formé avec d'autres groupes (scientifiques, intellectuels, journalistes...) le comité anti-nucléaire de Catalogne (CANC), qui sert à coordonner les diverses actions ; la commission pour la défense du TER, née de la même manifestation écologique en Catalogne, a réuni, le 7 août 1976, 3 000 personnes à TORROELLA de MONTGRI (Costa Brava), à la suite du désastre écologique que provoque la contamination du fleuve TER ; le groupe des volcans d'OLOT, le groupe de défense des marécages de l'Ampurdan, et bien d'autres encore seraient à citer. Des initiatives diverses se succèdent à l'échelle de toute la Catalogne depuis deux ans : la campagne populaire « Salvem Catalunya per la democràcia » (1) qui fut une mobilisation des organisations de base (quartiers, villages, groupes d'affectés locaux...) ainsi que de tous les groupes écologiques existants et la campagne « Salvaguarda del Patrimoni Natural » (2) qui se déroule dans le cadre du Congrès de Culture Catalane, sont l'aboutissement d'un intense travail d'animation et de sensibilisation dans tout le pays.

(1) « Sauvons la Catalogne pour la démocratie »
(2) « Sauvegarde du patrimoine naturel »

(3) « Commission d'investigation del Col·legio de Doctors il·licenciats de Catalunya i Balears »
(4) TARA : techniques alternatives radicales.

L'un des pionniers du mouvement écologique ici a été la commission de recherche du collège de licenciés (3) qui réunit des scientifiques, des chercheurs, des intellectuels, etc. et travaille depuis 4 ans sur le problème des centrales nucléaires, de la pollution des eaux et de la population urbaine avec les groupes concernés.

La célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement à Barcelone a donné lieu à la première manifestation anti-nucléaire dans la capitale. A cette occasion, est sorti le premier numéro de « USERDA » journal édité par le collectif des journalistes écologistes, dans la ligne d'une critique écologique radicale. Quelques mois plus tard, apparaissait « ALFALFA » revue écologique, éditée par le groupe TARA (4) de tendance libertaire. Des manifestations de tous ordres se sont succédées. Nous ne mentionnerons ici que les plus récentes : du 2 au 8 juillet 1977 a eu lieu à IBIZA la « Semaine Internationale de Solidarité Ecologique », où se sont rencontrés macrobiotiques végétariens, représentants de groupes de base et d'associations protectrices et professionnelles, techniciens de l'administration, objecteurs de conscience, groupes libertaires, etc. L'occupation de l'île « SA DRAGONERA » (Mallorca) qui a coïncidé avec la semaine internationale, a été un épisode important de la lutte contre les lotissements et l'appropriation privée d'un bien public.

Des représentants des groupes catalans ont participé aussi à la marche anti-nucléaire de Malville.

Le 14 août a eu lieu l'occupation des zones marécageuses du Fluvia et du Ter — qui se poursuit depuis un mois au moment d'écrire ces lignes — Ce sont des zones riches en avifaune où les travaux de lotissements (projets « marinas » comme à Ampuria-Brava) avaient commencé. L'occupation, qui a suivi un long travail de prise de conscience locale et de mobilisations continues, a réussi, pour le moment, à faire stopper les travaux dans la zone de Port-Levant. La

lutte continue et les 17 et 18 septembre doivent se tenir un colloque d'information et une manifestation de solidarité. La même semaine doit voir un autre événement important, près de Madrid : le Congrès constitutif de la « Fédération du Mouvement Ecologiste » qui se propose de réunir les groupes et personnes intéressés des différentes nations de l'Etat espagnol. Le projet de statut se rapproche dans ces grandes lignes, de celui de l'Association Internationale les « Amis de la Terre ».

F.B.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le correspondant en Espagne d'AMENAGEMENT ET NATURE Françoise BRETON (écrire à la revue)

Bibliographie sommaire d'ouvrages en espagnol ou en catalan sur l'écologie et l'aménagement en Catalogne

En catalan :

- 1976 « NATURA, US O ABUS ? » Libre Blanc de la Gestio de la Natura als Països catalans
ICHN - R. Folch i Guillén, secretari
Ed. Barcino - Barcelone
- 1977 « SALVEM CATALUNYA... »
J.M. Camarasa i J. Senent Josa
Ed. Avance - Barcelone

En espagnol :

- 1975 « Castilla como Asonia »
Andres Sorel
Ediciones del Centro - Madrid
- 1975 « Ecologismo y ordenacion del territorio »
Mario Gaviria
Ed. Cuadernos para el Dialogo - Barcelone
- 1976 « Nuclearizar Espana »
P. Costa Morata
Los libros de la frontera - Zaragoza
- 1977 « El Bajo Aragon expoliado : recursos naturales y autonomia regional »
autor y editor : DEIBA - Zaragoza

Ouvrages généraux :

- 1971 Los costes del desarrollo economico
OIKOS TAU S.A. Ed. Vilassar de Mar - Barcelone
- 1974 Ecologia
R. Marcalef
Ed. Omega - Barcelone

Documents :

- Declaraciones de AEORMA sobre el medio ambiente (manifiesto de Benidorm) 1974